



Cahier des Clauses Techniques Particulières

**MARCHE DE SERVICES D'INSERTION ET DE PROFESSIONNALISATION RELATIF
A L'AMENAGEMENT ET A LA RENOVATION DE LA FERME BIO DU
MARMAJOU**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Sommaire

1. Contexte

2. L'objet du marché

- 2.1 Désignation
- 2.2 Procédure de passation du marché
- 2.3 Le public concerné
- 2.4 La prestation d'insertion et de professionnalisation
- 2.5 Statut des personnes embauchées
- 2.6 Allotissement, phasage
- 2.7 Constitution des équipes et durée d'intervention sur site
- 2.8 Contrôle de l'exécution du marché

3. Pièces constitutives du marché

4. La mise en œuvre et la réalisation de l'activité support d'insertion

5. Organisation de la prestation support d'insertion : réunion de lancement et suivi

6. Modalités générales d'intervention

- 6.1 Modalités d'édification des prix
- 6.2 Modalités de paiement de la prestation
- 6.3 Délai d'exécution
- 6.4 Pénalités
 - 6.4.1. Pénalité pour non remise du bilan d'activités
 - 6.4.2. Pénalité pour non atteinte des indicateurs d'insertion
- 6.5 Réglementation
- 6.6 Sécurité, signalisation
- 6.7 Produits, matériels et équipements
- 6.8 Contraintes particulières d'exécution

7. Dispositions diverses

- 7.1 Assurances
- 7.2 Modifications du marché
- 7.3 Contestations
- 7.4 Résiliation
- 7.5 Cas de force majeure

1 Contexte

L'accès au droit pour tous et notamment au droit au travail est une étape indispensable à la reconnaissance sociale. Aussi à l'instar de collectivités locales du Pays de Val d'Adour, la CCAM favorise-t-elle le développement des structures d'insertion par l'activité économique de son territoire.

De fait, elle recourt à l'intégration de clauses d'insertion dans ses marchés publics afin de contribuer à la cohésion sociale.

Et souhaite de par ce nouveau marché public dont l'objet même du marché est cette fois l'insertion et la professionnalisation de personnes éloignées de l'emploi avec pour support l'aménagement de bâtiments d'un site accueillant une activité d'insertion par le maraîchage bio.

2. L'objet du marché

2.1 Désignation

Ce projet, novateur pour la collectivité car il mêle prestation d'insertion et prestation technique, doit permettre l'accès au travail de personnes qui en sont durablement exclues ou qui rencontrent des difficultés d'accès ou de maintien dans l'emploi :

- en confiant au candidat retenu dans le cadre du marché des prestations d'appui pour l'accompagnement à l'emploi et à la professionnalisation,
- avec pour support l'aménagement et la rénovation des bâtiments d'une ferme.

Ces opérations devront permettre la mise en place en place d'un parcours d'insertion de professionnalisation, dont des modules de formation en lien avec le contexte du monde du travail (ex : droit du travail, sécurité et santé au travail, utilisation de matériel, CQP, etc...)

2.2 Procédure de passation du marché

Le marché est un marché à procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article 28 du Décret n° : 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2.3 Publics concernés par le dispositif

Dans le cadre des activités d'insertion proposées, la démarche consiste à re-mobiliser via un travail salarié des personnes sans qualification, le plus souvent, en situation de vulnérabilité sociale et économique, n'ayant jamais travaillé ou ayant depuis longtemps perdu leur emploi (jeunes sans qualification ni expérience professionnelle, adultes demandeurs d'emploi longue durée sans activité durant à minima 12 mois sur les 24 derniers mois, allocataires des minima sociaux (RSA, ASS), travailleurs handicapés en recherche d'emploi...).

2.4 La prestation d'insertion et de professionnalisation

Les heures de travail rémunérées, support de la démarche d'insertion, sont obligatoirement assorties d'un dispositif d'accompagnement spécifique à chaque individu.

Cet accompagnement doit notamment décliner les items suivant :

- entretiens / accompagnements individuels pour 100% des salariés en insertion, à raison d'un entretien avec un chargé d'insertion professionnelle à minima tous les 15 jours, attestés par des fiches de présence aux différents rendez-vous signées par le salarié et le CIP
- relations / articulation des parcours avec les différents partenaires sociaux,
- suivi médico-social, si nécessaire
- sensibilisation aux notions d'hygiène et de sécurité au travail pour 100% des salariés attestée par des fiches de présence signées par le salarié et une attestation de suivi et / ou d'acquisition.
- maintien et progression dans l'emploi (professionnalisation : savoir-faire et savoir être)

- mise en place de modules de formation pour 100% des salariés en insertion, (modules de sensibilisation professionnelle, pré-qualification, qualification) attestée par des fiches de présence signées par le salarié et une attestation de suivi et / ou d'acquisition.
- période d'adaptation dans des emplois (hors prestation marché) durant le parcours en contrat d'insertion (mission intérim, immersion, contrat à durée déterminée, etc.)
- perspectives en sortie de contrat d'insertion (notamment en terme de sortie positive : formation qualifiante, emploi...)

2.5 Statut des personnes embauchées

Les personnes recrutées (relevant de l'insertion par l'activité économique) ont le statut de salarié du prestataire et dépendent totalement de son fonctionnement avec les droits et obligations qui s'y attachent.

2.6 Allotissement, phasage

La prestation ne comporte pas d'allotissement.

Elle se décompose cependant en deux tranches :

- tranche 1 : Aménagement préau, mise en conformité du volet sanitaire, mise en conformité incendie, réalisation d'abris
- tranche 2 : Couverture de l'ancienne porcherie et poulailler et mise en conformité incendie

2.7 Constitution des équipes et durée d'intervention sur site

Le prestataire s'engage à accompagner ses salariés en insertion selon les modalités d'intervention définies à l'article 4, à savoir :

- 3530 heures agents en insertion (à titre indicatif) réparties comme suit :
- Tranche 1 : 2500 « heures Insertion »
- Tranche 2 : 1030 « heures Insertion »
- avec des équipes composées de 7 personnes en insertion

2.8 Contrôle de l'exécution du marché

Dans le cadre de cette démarche d'insertion, le prestataire s'engage à informer le maître d'ouvrage ou les personnes désignées par lui, de l'ensemble des contrats passés et des éventuelles difficultés d'application de ce cahier des charges.

Le prestataire s'engage à inviter le maître d'ouvrage ou les personnes désignées par lui à l'ensemble des réunions de coordination avec les partenaires.

En outre le prestataire s'engage à réaliser selon les modalités de contrôle et de suivi (fixées ci-dessous à l'article 4) les activités support d'insertion.

A l'issue du marché, un bilan des prestations est transmis au maître d'ouvrage, en même temps que la facture, il concerne :

- un état nominatif du personnel employé, précisant âge, lieu d'habitation, critère d'entrée dans la structure, type de contrat, durée de chaque contrat et motifs de rupture de contrat s'il y a lieu, niveau de qualification, situation familiale, projet professionnel ou de formation
- une présentation détaillée de chaque plan individuel de soutien socioprofessionnel mis en place par les différents partenaires compétents,
- le nombre d'heures effectuées par chaque personne en insertion,
- une situation de chaque employé quittant la structure, précisant les qualifications obtenues, les stages, les formations effectuées, les raisons du départ,
- une situation de chaque employé à l'issue de la prestation, précisant les actions d'accompagnement mises en œuvre (outils de recherche d'emploi, travail sur le projet,

immersion, qualifications obtenues, formations effectuées, la suite du parcours au sein de la structure prestataire).

Ce bilan est également transmis au chargé des clauses sociales du département 65 qui gère le dispositif d'ensemble de suivi des clauses sociales à l'échelle du territoire des Hautes-Pyrénées :

Pascal BORDEAU, Chargé des clauses sociales d'insertion

Service Insertion

Direction de la solidarité départementale

Mail : pascal.bordeau@ha-py.fr

Tel : 06 214 06 68 101

3. Pièces constitutives du marché

Cf. CCAP

4. La mise en œuvre et la réalisation de l'activité support à l'insertion

Les travaux consistent à intervenir sur un bâtiment existant en vue de sa rénovation sur des activités support à la démarche d'insertion professionnelles des personnes en :

- gros œuvre Bâtiment
- second œuvre Bâtiment

Ces prestations support sont décrites dans le descriptif des travaux (tranche 1 et 2) joint au présent DCE.

6. Modalités générales d'intervention

6.1 Modalités d'édification des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prestations décrites ci-dessus font l'objet d'un prix unitaire correspondant au coût horaire de la prestation support globale, établi par le prestataire.

Pour établir ce coût unitaire, le prestataire distingue :

- la main d'œuvre en insertion nécessaire aux tâches détaillées ci-dessus, qui fait l'objet du décompte horaire ;
- l'encadrement salarié hors insertion, l'accompagnement formation et l'accompagnement socio-professionnel, ainsi que les matériels et consommables nécessaires à la mise en œuvre de la prestation, qui doivent être intégrés dans le coût unitaire mais qui ne font pas l'objet d'un décompte.

Les matériaux seront chiffrés séparément.

Le prestataire déclare être parfaitement informé de la constitution et de la consistance des éléments et types des lieux d'intervention au regard desquels il doit assurer sa prestation. En conséquence, il renonce à faire état des difficultés provenant de leur disposition ou de leur état.

6.2 Modalités de paiement de la prestation

Cf. CCAP

6.3 Sécurité, signalisation

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité des biens et des personnes pendant l'exécution des travaux et la bonne organisation de son site d'application.

Le prestataire prend à son compte l'enseignement et le respect des consignes de sécurité et de confidentialité à destination de ses personnels. Il fera son affaire de la mise en œuvre des textes réglementaires en la matière.

Le prestataire devra informer sans délai le maître d'ouvrage de toute anomalie susceptible d'entraîner des mises en cause de la sécurité.

6.4 Produits, matériels et équipements

Le prestataire devra utiliser l'équipement et le matériel les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer, notamment en ce qui concerne la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement.

D'une manière générale, le prestataire sera tenu de soumettre au maître d'ouvrage, pour acceptation, les moyens qu'il compte utiliser. La présentation sera faite lors d'une réunion préparatoire.

6.5 Contraintes particulières d'exécution

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance de toutes les sujétions liées aux types de sites d'intervention et aux types de tâches à réaliser.